



MONDE

Royaume-Uni : l'immigration ramenée au niveau de 2003

GRANDE-BRETAGNE

Les conservateurs espèrent que cela leur permettra de reprendre des points aux populistes de Ukip.

Nicolas Madelaine
nmadelaine@lesechos.fr
— Correspondant à Londres

L'immigration au Royaume-Uni est tombée à un plus bas niveau depuis dix ans avec un flux net de 153.000 étrangers sur le sol britannique pendant l'année se terminant en septembre 2012. Si ces calculs de l'ONS, l'Insee britannique, satisfont beaucoup d'élus du Parti conservateur, ils font grincer des dents les secteurs éducatif et universitaire britanniques. La baisse d'un tiers par rapport à septembre 2011 s'explique en effet en grande partie par une moindre immigration des étudiants étrangers.

Moins d'un mois après l'impressionnante percée aux élections locales de Ukip, le gouvernement britannique, dominé par les conservateurs, semble prouver qu'il est en voie de tenir sa promesse de campagne de réduire l'immigration nette, de plus de 200.000 lorsqu'il a pris le pouvoir à « quelques dizaines de milliers ». C'était loin d'être gagné et il se donne ainsi des chances de récupérer des voix au

parti populiste de Nigel Farage, qui recrute des électeurs « davantage sur leur opposition à l'immigration qu'à l'Union européenne », rappelle Ben Page, le directeur général du sondeur Ipsos Mori.

Ce spécialiste de l'opinion britannique tient cependant à relativiser les points politiques marqués. « Bien sûr, ce n'est une mauvaise nouvelle pour David Cameron, explique-t-il. Le problème de l'immigration est que sa contraction n'est jamais suffisante pour ceux qui veulent la réduire drastiquement et la seule présence du sujet, même lorsqu'on annonce des baisses, dans le débat public, favorise Ukip. »

Moins d'étudiants

L'émigration hors de la Grande-Bretagne est restée stable sur la période, mais l'immigration s'est tassée de 581.000 personnes à 500.000. Selon l'ONS, le facteur principal est la baisse de 56.000 personnes venant étudier au Royaume-Uni. Les statistiques officielles montrent que la tendance a probablement perduré de septembre à mars cette année.

Le ministre de l'Immigration, Mark Harper, se félicite d'avoir sup-

primé les abus tout en ne décourageant pas « les plus brillants » des étudiants. Mais, avec ses universités et ses écoles privées prestigieuses, le secteur éducatif est perçu comme un contributeur important à l'économie britannique avec des rentrées de devises de 14 milliards de livres. Beaucoup jugent dommage de brider son activité. Plus globalement, malgré les concessions du gouvernement pour les investisseurs et les hauts cadres, les milieux d'affaires se plaignent des restrictions du gouvernement en matière migratoire.

David Cameron estime ne pas avoir le choix. Il a placé l'immigration au cœur de son agenda législatif de l'année et cherche notamment les moyens de décourager l'immigration en provenance des pays de l'est de l'Union européenne. ■



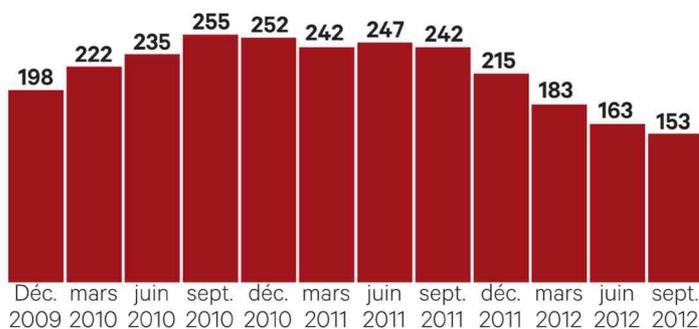
Une étude prône l'immigration économique en France

Pour le Cercle d'outre-Manche (COM), un forum de réflexion composé de patrons français dirigeant des entreprises franco-britanniques, il est grand temps que le débat hexagonal sur l'immigration dépasse l'opposition binaire entre le tout sécuritaire et les droits de l'homme. La politique migratoire britannique basée principalement sur des critères économiques semble à ce think tank une source d'inspiration perti-

nente. Arnaud Vaissié et Pascal Boris, auteurs d'une étude sur l'immigration et le travail, invitent les entreprises françaises à jouer un rôle clef, et ce dans leur propre intérêt. Le constat du COM est que la France n'a plus le choix. « L'évolution des mentalités hexagonales est possible parce que les entreprises doivent impérativement se diversifier et attirer les talents, que la population vieillit et que le travail est le meilleur moyen d'intégrer les populations immigrées. »

L'immigration nette en Grande-Bretagne

Glissement 12 mois, en milliers de personnes



« LES ÉCHOS » / SOURCE : OFFICE FOR NATIONAL STATISTICS